



PLUS DE SABLE QUE DE CARBURANT

L'Afrique subsaharienne a davantage à gagner de la maîtrise de la corruption
que toute autre région

Nelson Sobrinho et Vimal Thakoor

En Afrique subsaharienne, une nouvelle vague de dirigeants a réaffirmé sa volonté de combattre la corruption. Cette évolution témoigne de la prise de conscience que la bonne gouvernance est fondamentale pour favoriser le développement économique et la croissance. Le lien entre croissance et gouvernance est particulièrement fort sur ce continent riche en ressources naturelles, où les citoyens ont plus à gagner sur le plan économique de la maîtrise de la corruption que partout ailleurs dans le monde.

Selon nos recherches, le dividende de la gouvernance est deux à trois fois supérieur dans les pays d'Afrique subsaharienne que dans tout autre pays

au monde — même dans les régions où la gouvernance est considérée comme étant aussi mauvaise. Amener la gouvernance en Afrique subsaharienne à la moyenne mondiale pourrait, selon les estimations, accroître le PIB par habitant de 1 à 2 points de pourcentage par an.

Faible corruption et bonne gouvernance ne sont bien sûr pas les seuls moteurs de la croissance. Un certain nombre de pays considérés comme ayant une gouvernance mauvaise ont connu des épisodes de forte croissance portée par d'autres facteurs — la richesse en ressources naturelles, par exemple. D'autres pays dotés d'une bonne gouvernance n'ont pas nécessairement bénéficié d'une forte croissance.

Nous constatons toutefois que la corruption a tendance à porter atteinte à la croissance économique et agit davantage comme du sable que comme du carburant dans le moteur de l'économie.

Le paysage de la gouvernance est très variable dans le monde, et la plupart des régions en développement affichent de piètres résultats. L'Afrique subsaharienne est un bon exemple : sur les 30 pays de la région figurant à l'indice de gouvernance 2017 du *Guide international des risques-pays*, seuls 2 ont obtenu une note supérieure à la moyenne du reste du monde (voir graphique).

Un certain nombre de gouvernements africains font déjà preuve d'une ferme volonté de lutter contre la corruption et de renforcer la gouvernance. En Afrique du Sud, par exemple, divers pans de l'appareil d'État et de ses institutions ont été inféodés à un petit groupe de personnes durant l'épisode qualifié de captation de l'État. Depuis 2018, les autorités livrent un combat acharné pour réparer les dégâts, grâce à l'amélioration des marchés publics, la répression de la contrebande et le rétablissement des capacités d'institutions vitales, telles que l'office des recettes et l'organisme de lutte contre la corruption.

De même, l'Angola avait perdu le contrôle de milliards de dollars de son fonds souverain. L'argent avait été détourné par un gestionnaire véreux aidé de complices au moyen de transactions financières complexes transitant par des centres financiers offshore, puis investi dans des

projets d'intérêt personnel. Le nouveau gouvernement angolais, élu en 2017, a remplacé la direction du fonds et ouvert une enquête sur ses anciens directeurs. Les avoirs ont depuis lors été récupérés et sont aujourd'hui réinvestis en faveur de la population.

Toutefois, dans d'autres cas, il existe encore des procédures rétrogrades, telles que dessous-de-table dans l'attribution de contrats pétroliers et gaziers sans mise en concurrence et expropriation d'actifs privés, qui portent atteinte à l'inviolabilité des droits de propriété et à l'état de droit et sont préjudiciables à l'investissement et à la croissance. Dans un petit nombre de cas, l'indépendance des banques centrales est mise à mal par des politiciens en quête de solutions expéditives pour financer le budget ou doper la croissance en recourant à l'assouplissement monétaire plutôt qu'aux réformes.

Il est difficile d'améliorer la gouvernance, car ceux qui profitent de la corruption ne se laissent souvent pas faire. Il s'agit d'une bataille complexe et de longue haleine entre divers acteurs — gouvernements, institutions, société civile, médias et secteur privé. Une volonté politique tenace est donc une condition indispensable à la réussite.

Politiques traditionnelles

Sur le plan économique, un certain nombre de principes fondamentaux s'appliquent à tous les pays et peuvent favoriser la gouvernance, tels que le renforcement des lois, l'amélioration de l'efficacité de l'État et la consolidation des institutions budgétaires et de lutte contre la corruption.

Dans des pays tels que le Botswana, le Chili, l'Estonie et la Géorgie qui sont parvenus à freiner la corruption, plusieurs facteurs ont contribué à leur réussite, notamment la volonté politique, la réduction des possibilités de corruption (allègement de la bureaucratie et abaissement des barrières commerciales), la limitation des comportements corrompus (grâce à un appareil judiciaire indépendant ou à un solide dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux) et l'amélioration des institutions budgétaires (renforcement de la transparence et des contrôles).

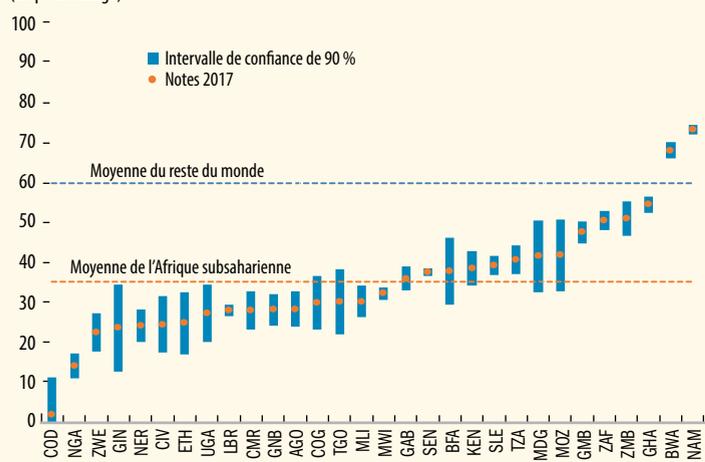
La maîtrise des connaissances et la responsabilisation des salariés des institutions chargées de la lutte contre la corruption améliorent leurs capacités de poursuite et rapprochent l'opinion publique des tribunaux. Les poursuites pour corruption échouent souvent lorsque les autorités n'ont pas la capacité juridique suffisante. Il est également utile de renforcer la gouvernance d'entreprises et les contre-pouvoirs, notamment en améliorant la structure de gouvernance des entreprises publiques.

La réforme des institutions ne se fait pas du jour au lendemain, mais une application plus rigoureuse des

En dessous de la moyenne

Les pays africains obtiennent presque tous des notes inférieures au reste du monde en matière de gouvernance, à l'exception du Botswana et de la Namibie, qui affichent systématiquement de solides résultats.

(en pourcentage)



Source : *Guide international des risques-pays*.

Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

réglementations existantes serait déjà un premier pas dans la bonne direction.

La numérisation permet de nouvelles méthodes de lutte contre la corruption en offrant aux pays de nouvelles plateformes de dialogue avec les citoyens et les entreprises. Elle favorise également l'amélioration de la transparence et de la responsabilisation, car elle facilite l'accès à l'information. Nombre de pays africains y recourent à divers titres pour améliorer leurs prestations de services et la gouvernance.

Dans le domaine de la fiscalité, par exemple, le traitement électronique des déclarations fiscales et douanières et des remboursements fait gagner du temps et réduit les coûts — tout en limitant les possibilités de corruption. L'analyse des données permet de réaliser des audits axés sur le risque et accélère le traitement des réclamations fiscales.

La numérisation peut également améliorer l'efficacité des dépenses. La biométrie et les paiements électroniques contribuent à alléger les lourdeurs bureaucratiques, à mieux cibler les personnes démunies, à réaliser des économies budgétaires et à faciliter la fourniture des prestations. Les citoyens recourent au paiement numérique — pour les frais de scolarité, par exemple — afin de réduire les risques de fraude et de corruption en évitant de passer par les agents publics.

Grâce à la numérisation, les marchés publics sont également plus transparents, inclusifs et efficaces. La gestion centralisée des marchés publics peut limiter les conflits d'intérêts et les abus, notamment au niveau des entreprises publiques, des provinces et des administrations locales.

Avantages tangibles

Comment se traduiraient précisément ces bienfaits de la gouvernance pour les populations d'Afrique subsaharienne ? L'amélioration de la gouvernance et la maîtrise de la corruption se traduiraient par une hausse des recettes de l'État, une utilisation plus efficace de ces recettes, une augmentation de l'investissement privé et des opportunités d'emploi, et par davantage d'argent à dépenser et à investir dans des services fondamentaux pour le développement à long terme, tels que la santé et l'éducation. Ces bienfaits devraient se traduire de diverses manières :

- **Augmentation des recettes perçues grâce à l'amélioration de la discipline fiscale.** Les autorités fiscales et douanières sont mieux à même de lutter contre la contrebande et les flux illicites lorsque leurs responsables respectent de stricts principes de gouvernance. Les citoyens sont plus susceptibles de payer leurs impôts lorsqu'ils ont confiance en l'efficacité des dépenses gouvernementales.
- **Meilleure efficacité des dépenses de l'État grâce au renforcement des procédures budgétaires.** La bonne

COMMENT SE MESURE LA GOUVERNANCE ?

La gouvernance est pluridimensionnelle : elle recoupe politique, économie et institutions. Les indicateurs dont les répercussions économiques sont les plus fortes sont notamment la *corruption* (abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel), l'*efficacité de l'État* (qualité des politiques et des services publics), la *qualité de la réglementation* (capacité de l'État à élaborer et mettre en œuvre des politiques et réglementations favorables aux entreprises) et l'*état de droit* (respect de l'exécution des contrats, des droits de propriété et de l'application de la loi).

Il peut être difficile de regrouper les diverses dimensions de la gouvernance en un seul indicateur, car l'agrégation de mesures subjectives risque de ne pas refléter totalement la réalité sur le terrain, en raison de différences culturelles — la corruption dans un pays peut être pratique courante dans un autre — ou parce que différentes caractéristiques de gouvernance sont rassemblées indistinctement en une seule notion. Même si les perceptions de la corruption ont tendance à être la principale composante qui nous intéresse, la plupart des mesures sont suffisamment larges pour servir d'approximations utiles de la qualité des institutions politiques et des réglementations et politiques gouvernementales.

gouvernance réduit le risque de réorientation préjudiciable des dépenses de l'État au profit d'éléments exposés à la corruption (éléphants blancs, par exemple).

- **Amélioration des résultats en termes de développement et inclusion sociale.** Une hausse des recettes se traduit en général par la possibilité pour les autorités de dépenser davantage en faveur de leurs citoyens. L'amélioration de la gouvernance a tendance à bénéficier surtout aux plus pauvres, qui recourent davantage aux services sociaux, et l'augmentation des dépenses en faveur de l'éducation et de la santé favorise l'inclusion économique et sociale et réduit les facteurs de vulnérabilité.

Le continent est à un tournant décisif, en raison d'une convergence de facteurs : une population jeune qui a accès à l'information en temps réel grâce à la numérisation et aux données ouvertes exige transparence et responsabilité de la part des élus. En outre, pour attirer l'investissement étranger et s'intégrer dans l'économie mondiale, les pays devront respecter les principes de bonne gouvernance. Quelle que soit la trajectoire choisie par chaque pays pour améliorer la gouvernance, les bienfaits qui en résulteront seront considérables et mériteront d'être entretenus. La bonne gouvernance est plus que jamais d'actualité. **FD**

NELSON SOBRINHO et **VIMAL THAKOOR** sont économistes au département Afrique du FMI. Le présent article s'inspire du document de travail du FMI 19/1, rédigé conjointement par les auteurs et Amine Hammadi, Marshall Mills et Ricardo Velloso.